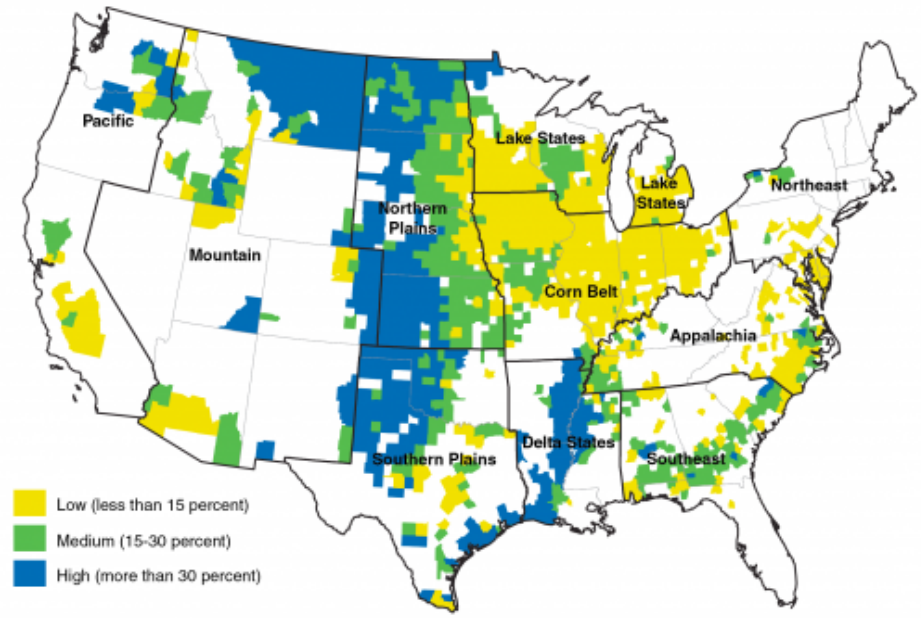
États-Unis : fin des paiements directs découplés, quel incidence pour les producteurs ?

17 janvier 2013

Le département de recherche de l'USDA a publié récemment une étude visant à **estimer l'impact pour les exploitants américains de la suppression des paiements directs découplés.** Bien que le Congrès ne soit pas parvenu en 2012 à adopter un nouveau *Farm Bill* faute d'accord, ce qui s'est traduit par l'**extension du *Farm Bill* actuel pour une campagne supplémentaire**, une mesure faisait relativement consensus au Sénat comme à la Chambre des représentants : la volonté de supprimer les paiements découplés (DP pour *direct payments*).

L'étude de l'USDA estime dans ce contexte l'impact sur les exploitations de cette suppression. Dans ce document, l'USDA envisage **deux types d'effets, l'un direct** qui correspond au montant budgétaire transféré aux éleveurs, **l'autre indirect via l'appréciation des prix des terres éligibles** du fait de la « capitalisation » des DP dans ce facteur. L'USDA souligne que cet effet est controversé et plus difficile à estimer et ne retient que l'hypothèse de capitalisation maximale. Même dans ce cas, l'effet direct de la suppression des DP prime nettement sur l'effet indirect (cliquer pour agrandir) :

Figure 3
Maximum impact of capitalized direct payments on cropland values per acre, 2004-08



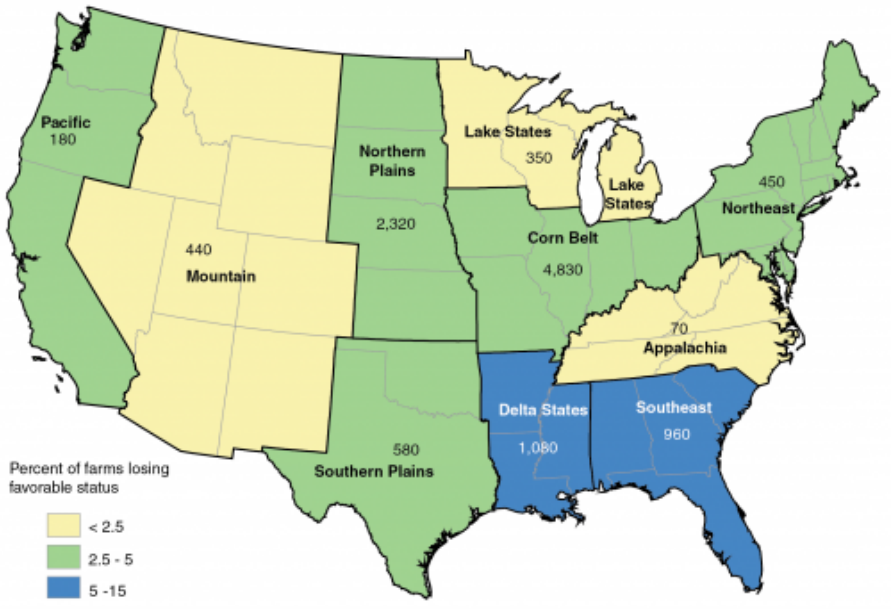
Notes: Cropland values are an average of both irrigated and nonirrigated cropland values from the USDA, National Agricultural Statistics Service June Area Survey. Blank areas identify counties with no direct payments, insufficient observations for disclosure, or fewer than 2,000 base acres per county. Counties where base acres account for less than a third of cropland acres were excluded, as average cropland values in such counties would be less representative of farms with base acres.

Source: USDA, Economic Research Service calculations based on USDA, National Agricultural Statistics Service June Area Survey data and the USDA, Farm Service Agency base acre and Producer Payment Reporting System Payment files.

Mobilisant de nombreuses bases de données microéconomiques, les estimations mettent en évidence de **fortes disparités géographiques dans l'impact des paiements directs, et donc de leur suppression.** En moyenne, en 2010, les paiements directs représentaient 39% du total des paiements gouvernementaux aux exploitations et environ 6% du revenu net des exploitations. L'impact de la suppression de ce soutien est essentiellement estimé selon un critère de « santé financière » des exploitations (défini en fonction du caractère positif ou non des revenus et du niveau d'endettement).

La conclusion de l'USDA est que **seuls 2% des exploitations touchant des DP perdraient leur statut favorable selon ce critère**, soit 11 000 exploitations environ. Certaines régions, comme le Delta du Mississippi par exemple, seraient les plus affectées (13% des exploitations concernées perdant le statut favorable). Compte tenu des hypothèses de modélisation, ces résultats sont annoncés comme correspondant à la fourchette haute.

Figure 4
Estimated number of farms that would lose favorable financial status if the direct payment program ended



Note: Number of farms are rounded to the nearest 10. Regions correspond to those found in figures 1-3, and the numbers represent the number of farms losing favorable financial status in each region, assuming a loss of all direct payments with no compensating source of income and a decline in land values for farm operations that own land (see box, "Simulation Method").

Source: USDA, Economic Research Service calculations based on USDA's 2009 Agricultural Resource Management Survey.

Il convient de signaler que cette étude n'intègre pas les nouveaux programmes, davantage contracycliques, envisagés par l'une ou l'autre des chambres du Congrès et destinés à remplacer les DP. De même, aucune simulation ne permet d'apprécier la sensibilité des résultats à une évolution des cours des productions ou des intrants (l'année de référence des simulations étant 2009).

Pierre Claquin, Centre d'études et de prospective

Source : USDA